COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE DU YUKON

Rapport annuel









Table des matières

Mot du président 4

Mot de la directrice 6

À propos de la Commission 8

Des nouvelles de la Commission 10

Traitement des plaintes 12

Promotion des droits 16

Budget de la Commission 18



Mot du président



La Commission des droits de la personne du Yukon (la « Commission ») reconnaît avec gratitude que ses membres et son personnel vivent et travaillent sur les territoires traditionnels de 14 Premières Nations du Yukon et de groupes autochtones transfrontaliers. Elle reconnaît par la même occasion qu'elle œuvre au service de toute la population yukonnaise dans un esprit de réconciliation, un pilier central de sa mission.

Le présent rapport annuel vise à présenter à l'Assemblée législative du Yukon et, par son intermédiaire, à l'ensemble des Yukonnaises et des Yukonnais, les efforts et les réalisations notables des remarquables membres du personnel et partenaires de la Commission au cours de l'exercice 2025–2026. Chacune de leurs actions est sous-tendue par le principe fondamental garantissant à toutes et à tous la liberté et l'égalité de dignité et de droits.

La place que nous accordons à l'accès à la justice dans notre travail fait en sorte qu'un nombre sans précédent de personnes font appel aux services de la Commission pour défendre leurs droits, que ce soit pour demander des renseignements ou déposer une plainte. Malgré les contraintes financières qui nous empêchent de nous doter d'un effectif complet, notre personnel dévoué continue de répondre avec brio à la demande croissante.

La Commission ne travaille pas en vase clos. Les droits de la personne sont l'affaire de tous. C'est en joignant nos efforts collectifs à ceux du gouvernement et de nos partenaires communautaires que nous contribuerons à instaurer un climat de justice partout dans le territoire. La responsabilité légale des droits de la personne incombe au gouvernement, mais il revient aux

organismes de réglementation comme la Commission, de concert avec le système judiciaire, de faire respecter la loi en tant que composantes de ce que Ron Ellis qualifie « d'entreprise chargée de faire respecter les droits prévus par une loi »[1]. Le travail qu'accomplissent ces organismes au quotidien donne lieu à des changements concrets.

J'ai grandi dans un endroit qui n'était pas exempt de discrimination. Par un bel après-midi d'été, il y a de cela plusieurs années, des amis et moi sommes allés au centre aquatique de la localité. Le préposé au guichet nous a dit que nous pouvions tous entrer, sauf notre ami qui avait la peau plus foncée. Sans hésiter, nous lui avons répondu : « On entre tous, ou on s'en va! ». Même adolescents, nous savions que nos actes devaient refléter nos convictions.

La montée de l'autoritarisme et les conflits qui sévissent continuent d'alimenter les violations des droits de la personne à travers le monde. Partout, les gens constatent l'intensification de la discrimination active et d'un courant démagogique qui bafoue les droits fondamentaux. Ces forces obscures qui cherchent à saper nos avancées collectives en matière de droits de la personne ne parviendront pas à leurs fins. Comme l'a déclaré notre 31e gouverneure générale, Louise Arbour, « Nous assistons à une mondialisation irréversible des attentes en matière de droits de la personne. » Nous devons rester optimistes et déterminés. Les personnes qui sont témoins d'injustices ici, au Yukon, ne doivent jamais cesser de dénoncer ces situations et de défendre les droits de la personne.

Au nom de tous les membres de la Commission, je tiens à exprimer mes sincères remerciements à tout le personnel dont le dévouement est la force motrice de la Commission des droits de la personne du Yukon.

Le président,
Michael **Dougherty**

[1]Ron Ellis, *Unjust by Design: Canada's Administrative Justice System*, UBC Press, 2013, p. 135.



Mot de la directrice

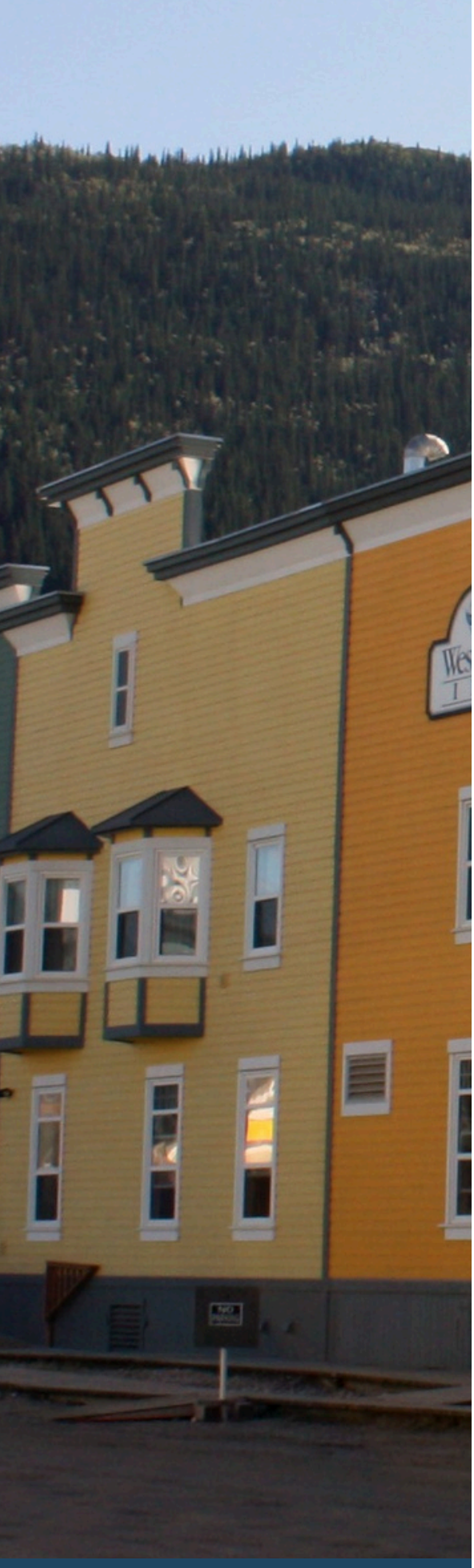


Les droits de la personne sont au cœur de notre développement socioéconomique collectif et sont inscrits dans des lois qui priment sur la plupart des lois territoriales. La *Loi sur les droits de la personne* et son règlement d'application traduisent l'engagement le plus ferme du gouvernement envers la population, à savoir : que l'identité d'une personne ne peut en aucune façon la priver d'un lieu de vie, d'un emploi ou de l'accès aux biens et services ni compromettre sa participation aux domaines les plus importants de l'existence humaine. La Commission fonctionne dans des conditions de plus en plus difficiles, mais elle reste déterminée à superviser le mécanisme d'application établi par la loi et à assurer l'accès à de l'information gratuite à quiconque en a besoin.

Cette année, la Commission a terminé la mise en œuvre des cinq recommandations[2] formulées par l'ombudsman dans son rapport d'enquête déposé en 2024, ce qui a impliqué l'adoption de trois nouvelles politiques opérationnelles. Nous avons défendu avec succès les droits de la personne dans le cadre de deux audiences décisives. Au chapitre de l'éducation du public, nous avons conclu un partenariat de deux ans avec la Fondation canadienne des relations raciales, échangé des informations essentielles avec les porteurs de changements communautaires au forum sur les camps miniers et la sécurité communautaire mis sur pied par l'organisme Yukon Women in Mining, et étendu notre action au-delà de Whitehorse en participant au salon organisé par la Yukon Public Legal Education Association à Watson Lake.

[2]Le rapport contenait également trois recommandations adressées au gouvernement territorial.





L'entrée en vigueur de la nouvelle *Loi sur la location résidentielle* en septembre 2025 est venue couronner l'important travail effectué par la Commission pour éliminer la discrimination dans le territoire. En l'absence d'un cadre législatif relatif aux incapacités, nous avons fourni de l'information sur les mesures d'adaptation et les animaux d'assistance. Nous suivons de près le dossier relatif à l'équité salariale dans le secteur privé en l'absence de loi en la matière. Nous offrons de l'aide à l'échelle locale où il n'y a pas de structure équivalente ciblant les droits de la personne. Nous sommes un service de dernier recours, lorsque les services d'enquête, les syndicats et même les tribunaux spécialisés s'avèrent insuffisants.

« Les droits de la personne ne sont pas un slogan à clamer quand tout va bien. Ils doivent être respectés en toutes circonstances. »
— António Guterres

Tout au long de l'exercice, nous avons exercé des pressions pour obtenir un financement adéquat, des mesures garantissant notre indépendance et des modifications aux dispositions législatives. À l'interne, à l'instar de nos politiques et de nos pratiques, notre équipe continue d'évoluer. En août, nous avons accueilli Emma Dickson au poste de conseillère juridique. Nous remercions sa prédécesseure, Caroline Grady, pour son soutien indéfectible au cours des exercices 2024–2025 et 2025–2026, ainsi que Vida Nelson pour ses nombreuses années de service et Ivy Hsu pour la courte période où elle a assumé des tâches de première ligne. Sofia Gonzalez a pris la relève comme agente administrative, un rôle essentiel. Je tiens à féliciter chaleureusement tout le personnel pour le travail exceptionnel qu'il accomplit au service de la justice.

La directrice,
Karen **Moir**



À propos de la **Commission**

Situés au 305, rue Main (bureau 215) à Whitehorse, les bureaux de la Commission sont ouverts au public du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 16 h 30.

La Commission des droits de la personne du Yukon (la Commission) est un organisme indépendant créé en 1987 en vertu de la *Loi sur les droits de la personne du Yukon* (la *Loi*). La Commission a pour fonctions :

- de promouvoir le principe de la liberté et de l'égalité de dignité et de droits;
- de promouvoir le principe selon lequel la diversité culturelle est une valeur humaine fondamentale et un droit inaliénable;
- de promouvoir l'éducation et la recherche qui favorisent l'élimination de la discrimination;
- de promouvoir la négociation d'ententes entre toutes les parties pour le règlement des plaintes conformément à l'objet de la *Loi*;
- de faire en sorte que les plaintes non réglées au moyen d'une entente soient renvoyées à l'arbitrage, et d'adopter dans la procédure d'arbitrage ce qu'elle estime être la meilleure position pour promouvoir l'objet de la *Loi*.

La Commission se compose de cinq membres nommés par l'Assemblée législative du Yukon. Il s'agit, pour la présente année, de Michael Dougherty, Aja Mason, Helena Tlen, Nathan Cross et Leonard Wall. Le personnel se charge des activités courantes et de l'administration, qui relèvent toutes deux du directeur ou de la directrice.

La Commission est un organisme de réglementation qui joue un rôle de filtre. Elle passe les plaintes au crible avant de les envoyer, si nécessaire, au Comité d'arbitrage des droits de la personne pour instruction. Le Comité d'arbitrage est un tribunal administratif établi par la *Loi*.

La Commission est membre de l'Association canadienne des commissions des droits de la personne (ACCDP), un regroupement qui vise à améliorer et à promouvoir les droits de la personne au Canada, notamment en offrant à ses membres la possibilité d'échanger de l'information sur les lois qui régissent les droits de la personne.



Rôles et responsabilités de la Commission

Membres de la Commission*
Décider si les plaintes doivent être transmises au Comité d'arbitrage des droits de la personne du Yukon

Directeur/directrice
Administrer la Commission et faire appliquer la *Loi*

Conseiller ou conseillère juridique
Faciliter les discussions en vue d'un règlement, fournir à la Commission des analyses juridiques et examiner les décisions relatives aux plaintes

Enquêteur principal ou enquêteuse principale
Enquêter sur les plaintes et fournir des conseils stratégiques à la direction

Agent ou agente des droits de la personne
Répondre aux demandes du public, mener des recherches et enquêter sur les plaintes

Agent administratif ou agente administrative
Appuyer les activités quotidiennes en fournissant des services administratifs et financiers

* Nommés par l'Assemblée législative



Des **nouvelles** de la Commission

L'équité avant tout

La Commission a terminé cette année la mise à exécution des **cinq** mesures recommandées par l'Ombudsman en 2024 afin d'accroître l'équité. Cela s'est traduit par la mise en place d'un système électronique de gestion de cas électronique, la fourniture de conseils au ministère de la Justice du gouvernement du Yukon quant aux modifications à apporter à la *Loi sur les droits de la personne* et à son règlement d'application, l'élaboration de nouvelles politiques relatives au paragraphe 20(1) de la *Loi* concernant le règlement des plaintes à l'amiable et l'abandon ou la mise en suspens d'une plainte, et enfin, une meilleure répartition des tâches clés du processus de traitement des plaintes au sein de la Commission.

L'accessibilité pour tous

La Commission a mis à jour son formulaire de plainte de manière à optimiser la collecte de renseignements requis pour lancer une plainte en s'appuyant sur les meilleures pratiques qui tiennent compte des traumatismes. Ce formulaire a ensuite servi à la création en français et en anglais d'un portail électronique de dépôt de plaintes qui vise à réduire les obstacles en la matière. Le portail est accessible en tout temps, même lorsque les bureaux de la Commission sont fermés. Le site Web de l'organisme a également fait l'objet de mises à jour importantes afin d'aider les membres du public à mieux comprendre leurs droits et le rôle de la Commission.



Bref retour sur les audiences

Il arrive qu'une plainte relative aux droits de la personne soit envoyée pour instruction, auquel cas un conseil d'arbitrage indépendant, formé de membres du Comité d'arbitrage des droits de la personne du Yukon, est constitué afin d'entendre les éléments de preuves et rendre une décision quant à l'existence ou non de discrimination au sens de la *Loi*. Durant les audiences, la Commission agit dans l'intérêt public, indépendamment de la partie plaignante et la partie intimée. Les décisions du conseil d'arbitrage sont publiées sur le site Web de la Commission.

2 audiences
ont eu lieu au cours de l'exercice.

Walsh c. *16142 Yukon Inc.*

En 2022, Robbie Walsh a déposé une plainte relative aux droits de la personne contre son employeur, 16142 Yukon Inc. (Northern Environment Services), alléguant avoir fait l'objet de discrimination en raison d'une incapacité. Robbie Walsh a prétendu avoir été licencié parce que, n'ayant pu fournir à la société aérienne un billet d'un médecin validant son exemption relative au vaccin contre la COVID-19, il s'est vu refuser le droit de monter à bord de l'avion devant le mener à son lieu de travail. Au terme d'une audience de deux jours tenue en octobre 2025, le conseil d'arbitrage a conclu que l'employeur avait fait preuve de discrimination à son égard en le licenciant en raison de son incapacité à être pleinement vacciné contre la COVID-19. Il a en outre conclu que l'employeur n'avait pu prouver que le vaccin était une exigence professionnelle légitime. Le conseil a accordé au plaignant la somme de 7 500 $ pour atteinte à sa dignité, ses sentiments et son estime de soi et 10 000 $ pour le préjudice financier dû à la perte de salaire.

Cooke c. *Gouvernement du Yukon*

En 2021, Marsha Cooke a déposé une plainte contre le gouvernement du Yukon alléguant avoir fait l'objet de discrimination systémique et de discrimination fondée sur le sexe, y compris la grossesse, en raison de la réglementation gouvernementale entourant les services de sages-femmes. La plaignante, qui avait fait appel auparavant aux services d'une sage-femme privée, n'a pas pu bénéficier de la présence d'une sage-femme à l'accouchement de ses troisième et quatrième enfants en raison des lacunes dans l'offre de service, lacunes qu'elle attribue aux exigences réglementaires concernant l'inscription et l'obtention d'une licence et à l'absence d'un programme de sages-femmes public. À l'issue d'une audience de cinq jours qui a eu lieu en novembre 2025, le conseil d'arbitrage a conclu que le gouvernement du Yukon avait fait preuve de discrimination fondée sur le sexe envers M^{me} Cooke en la privant de l'accès aux services d'une sage-femme et qu'il n'existait pas de motif raisonnable justifiant le refus ou la suspension de l'accès à ces services. Le conseil s'est toutefois refusé à conclure à l'existence de discrimination systémique. Les dommages-intérêts accordés à la plaignante pour atteinte à sa dignité et son estime de soi, 35 750 $, sont les plus élevés jamais adjugés au Yukon pour ce type de préjudice.

Traitement des plaintes

Les droits de la personne sont des droits inaliénables qui s'appliquent à tous les êtres humains dans le monde. Ils incluent le droit à la liberté, à la dignité, au respect et le droit de vivre une vie exempte de toute forme de discrimination et de harcèlement. La *Loi sur les droits de la personne* du Yukon promeut et protège les droits de la personne au territoire.

Si vous avez été victime de discrimination au Yukon, vous pourriez exercer un recours auprès de la Commission. Au sens de la *Loi*, il y a discrimination lorsqu'une personne ou un groupe est traité de manière défavorable en raison d'une caractéristique personnelle protégée (aussi appelée « motif protégé ») dans un domaine tel que l'emploi, le logement, les services, les marchés publics ou l'adhésion à un syndicat ou à une association professionnelle. Les 14 **motifs protégés** en vertu de la *Loi* sont les suivants :

- Ascendance, y compris la couleur et la race
- Origine nationale
- Origine linguistique ou ethnique
- Religion ou croyance
- Âge
- Sexe, y compris la grossesse
- Identité ou expression de genre
- Orientation sexuelle
- Incapacités physiques ou mentales
- Accusations au criminel ou antécédents criminels
- Convictions, associations ou activités politiques
- État matrimonial ou situation de famille
- Source de revenus
- Association réelle ou présumée avec d'autres personnes ou groupes caractérisés par un des motifs illicites susmentionnés

Parties à une plainte

1

La partie plaignante
Personne qui dépose une plainte à la Commission des droits la personne du Yukon.

2

La partie intimée
Personne, entreprise, organisme ou association contre qui plainte est déposée.

3

La Commission
Organisme de réglementation impartial chargé de traiter la plainte.

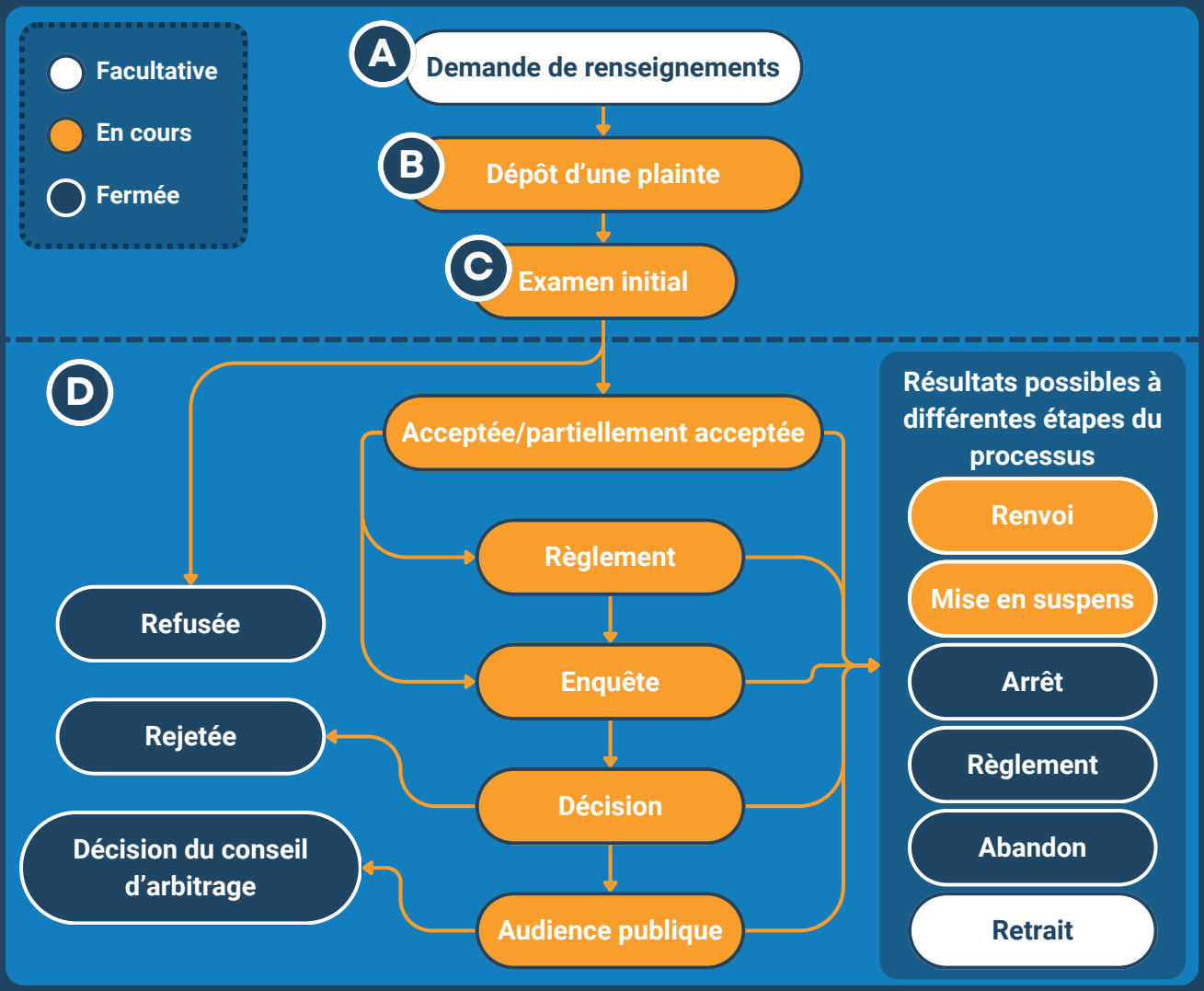
Processus de traitement des plaintes

A **Demande de renseignements**
La demande de renseignements est facultative, mais fortement recommandée. Elle est ratuite et confidentielle. Un membre du personnel vous écoutera et vous donnera de l'information sur les prochaines étapes, qui pourraient être le dépôt d'une plainte.

B **Dépôt d'une plainte**
Préparez votre plainte en remplissant le formulaire, lequel peut être soumis en ligne, par courriel ou en personne. Le dépôt d'une plainte est gratuit.

C **Examen initial**
Avant que la Commission accepte d'instruire une plainte, celle-ci doit faire l'objet d'un examen initial. Chaque plainte est examinée attentivement.

D **Conclusion fondée sur les faits et les circonstances de la plainte**
Chaque plainte est unique. Son traitement et la conclusion dépendent de nombreux facteurs. Le tableau ci-dessous (D) montre le cheminement de la plupart des plaintes relatives aux droits de la personne.



En **chiffres** | 2025–2026

La Commission a pour mission de répondre aux demandes de renseignements en fournissant gratuitement de l'information juridique et de gérer le processus de traitement des plaintes relatives aux droits de la personne. Les demandes de renseignements donnent lieu à des entretiens confidentiels avec le personnel. Toute personne membre du public peut demander des renseignements concernant les droits de la personne. Une plainte ne peut être déposée que par la personne estimant avoir fait l'objet de discrimination. Le formulaire de plainte, en version française ou anglaise, est accessible à partir du site Web de la Commission en format PDF et peut être rempli en ligne ou sur papier. Le dépôt d'une plainte auprès de la Commission des droits de la personne est un processus de dernier recours. Le délai de résolution varie considérablement en fonction de la nature et de la complexité de la plainte. En 2025–2026, le personnel de la Commission a reçu **238** demandes de renseignements (une baisse de 25 % par rapport à l'exercice précédent) et **80** plaintes (une hausse de 25 % par rapport à l'exercice précédent).

238 **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS** REÇUES	**80** **PLAINTES** REÇUES	**141** **PLAINTES** REPORTÉES DES EXERCICES PRÉCÉDENTS
16 **PLAINTES** ACCEPTÉES	**6** **PLAINTES** RETIRÉES	**1** **PLAINTE** ABANDONNÉE
4 **PLAINTES** ARRÊTÉES	**6** **PLAINTES** RÉSOLUES	**11** **ENQUÊTES** TERMINÉES
12 **DÉCISIONS** APPLIQUÉES	**2** **AUDIENCES** TENUES	**183** **DOSSIERS DE PLAINTES** EN COURS À LA FIN DE L'EXERCICE

Plaintes acceptées | 2025–2026

Par domaine*

8 plaintes liées à l'**emploi**

4 plaintes liées à l'**offre de biens ou de services**

3 plaintes liées au **logement**, à la **location** ou à l'**occupation de locaux**

1 plainte liée aux **marchés publics**

Par lieu



94 % se rapportant à **Whitehorse**

6 % se rapportant à une collectivité **rurale du Yukon**

Par partie intimée



23 % visant une **entreprise**

35 % visant un **gouvernement**

15 % visant un **organisme à but non lucratif** ou **un syndicat**

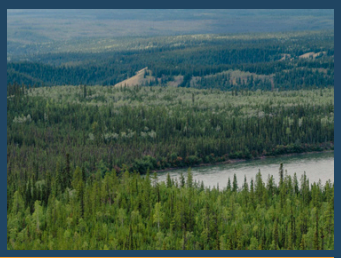
27 % visant un **particulier**

Par motif*

Incapacités physiques ou mentales	8	Sexe, y compris la grossesse	2
Orientation sexuelle	4	Âge	1
Origine nationale	4	État matrimonial ou situation de famille	1
Ascendance, y compris la couleur et la race	2	Identité ou expression de genre	1
Association réelle ou présumée	2	Source de revenus	1
Convictions, associations ou activités politiques	2	Accusations au criminel ou antécédents criminels	0
Milieu ou origine linguistique ou ethnique	2	Religion ou croyance	0

* Certaines plaintes acceptées peuvent viser plusieurs domaines et motifs.

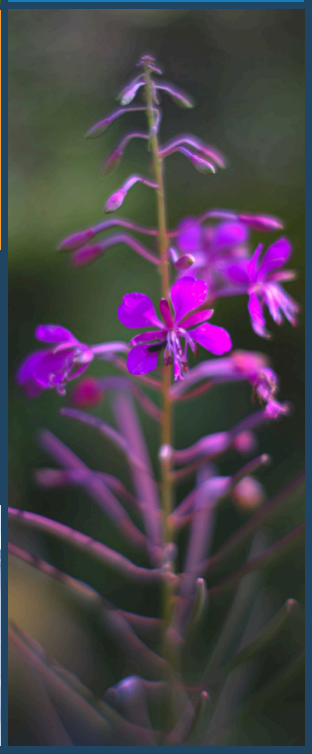
En 2025–2026, la **Commission** des droits de la personne du Yukon a :



formé **220+** personnes

animé **11** formations

donné **30** heures de formation

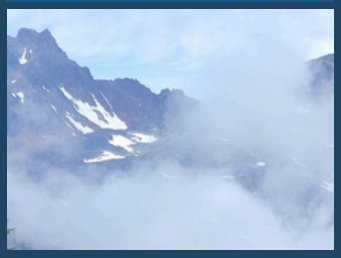




servi **9** organismes

animé **2** séances de formation en milieu rural

donné **1** formation obligatoire suivant la résolution d'une plainte



Promotion des droits

En vue de lutter contre la discrimination, la Commission fait la promotion des droits de la personne en rendant accessibles des ressources, du matériel et de la formation aux entreprises, aux associations, aux organisations et aux gouvernements.

Cette année, la Commission a animé 11 séances de formation sur des sujets tels que l'obligation d'adaptation, le harcèlement sexuel au travail et une introduction aux droits de la personne.

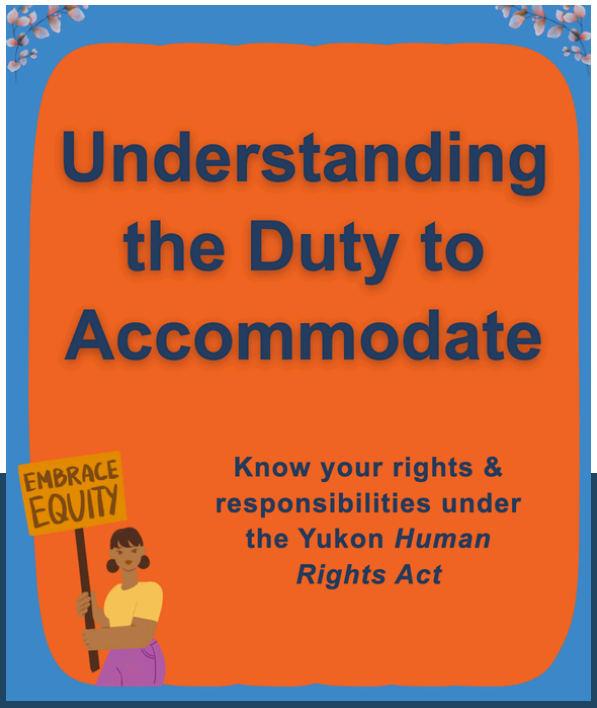
Salon d'information juridique

Grâce au soutien financier de la Fondation canadienne des relations raciales, la Commission a pu se rendre à Watson Lake pour participer au salon d'information juridique organisé par la Yukon Public Legal Education Association. La Commission avait un stand à côté de ceux d'autres participants gouvernementaux et communautaires, où la population pouvait se renseigner sur diverses questions juridiques, et plus particulièrement sur la *Loi sur les droits de la personne* et le dépôt de plaintes fondées sur la race. La Commission a profité de sa présence à Watson Lake pour tenir une séance de sensibilisation du public visant à faire mieux connaître aux membres de la collectivité les processus et les mesures de protection en matière de droits de la personne.

Publication sur l'obligation d'adaptation

La Commission a créé un zine sur l'obligation d'adaptation intitulé « Understanding the Duty to Accommodate ». Ce concept juridique, qui fait l'objet du paragraphe 8(1) de la *Loi*, est déjà abordé sur le site Web de la Commission, mais il est traité plus en profondeur dans le zine (petit fascicule ou micromagazine). Il y est question de la différence entre égalité et équité, de ce qu'on entend par incapacité dans les lois sur les droits de la personne, des aspects légaux de l'obligation d'adaptation et des pratiques exemplaires. On y trouve également divers exemples et scénarios liés à l'obligation d'adaptation. Le zine est accessible au grand public en format papier et numérique.





Budget de la Commission

Revenus	2025–2026	2024–2025
Gouvernement du Yukon	1 276 948 $	1 073 928 $ *
Fondation canadienne des relations raciales	66 000 $	44 000 $
Intérêts et autres revenus	1 986 $	6 250 $
Revenus totaux	**1 344 934 $**	**1 124 178 $**

Dépenses	2025–2026	2024–2025
Publicité et promotion	1 418 $	3 406 $
Amortissement	10 186 $	8 501 $
Rapport annuel	3 697 $	3 560 $
Frais bancaires	710 $	898 $
Assurance de responsabilité civile de la Commission	4 212 $	7 478 $
Enquête sur les cas	108 240 $	168 395 $
Honoraires des membres de la Commission	13 024 $	13 984 $
Déplacement et formation du personnel	7 418 $	12 648 $
Événements et services de traiteur	272 $	11 117 $
Assurances	9 974 $	9 046 $
Nettoyage et entretien	4 800 $	4 944 $
Adhésions	1 000 $	1 000 $
Bureau	6 371 $	8 392 $
Autres services contractuels	86 026 $	49 058 $
Pénalités et intérêts	15 $	2 454 $
Honoraires professionnels	6 000 $	6 000 $
Location	125 000 $	122 500 $
Réparations et entretien	28 321 $	22 398 $
Dépenses salariales	868 567 $	769 664 $
Abonnements	36 908 $	30 198 $
Téléphonie et accès à Internet	10 232 $	9 505 $
Site Web	6 588 $	9 032 $
TOTAL des dépenses	**1 338 979 $**	**1 274 178 $**

* Une somme de 150 000 $ a été prélevée de l'excédent historique, ce qui a entraîné la suppression du fonds d'urgence de la Commission et porté les revenus provenant du gouvernement du Yukon pour l'exercice 2024–2025 à 1 223 928 $.

Discussion

La Commission des droits de la personne du Yukon, créée en 1987 en vertu la *Loi sur les droits de la personne* du Yukon, relève de l'Assemblée législative. Depuis longtemps, elle reçoit son financement du ministère de la Justice par le truchement d'un accord de transfert financier instauré en 2008–2009.

L'indépendance est une caractéristique fondamentale des organismes de défense des droits de la personne créée par une loi et selon les principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (les Principes de Paris)[3], pour assurer leur indépendance, ces institutions doivent disposer de fonds suffisants. Le Canada a souscrit à ces principes en 1993. L'enveloppe allouée en vertu de l'accord de transfert financier ne suffisait pas à répondre aux besoins opérationnels de base et ne se comparait pas à celle d'autres organismes ou autres régions administratives.

La Commission ne ménage aucun effort pour s'assurer de disposer des fonds nécessaires pour remplir ses obligations légales envers le public. Les mesures prises en ce sens incluent présenter ses propositions budgétaires bien avant le début de chaque exercice, produire et remettre les 12 rapports trimestriels exigés par l'accord de transfert financier, se conformer à trois contrôles financiers supplémentaires, présenter au besoin des demandes de financement de projet et demandes de crédits supplémentaires (9 demandes de ce type ont été faites au cours du présent exercice financier et de l'exercice précédent) et faire appel au soutien financier d'organismes externes pour la réalisation de projets ciblés. Le financement de base versé en vertu de l'accord de transfert financier pour le présent exercice était insuffisant. Des fonds supplémentaires ont finalement pu être obtenus en janvier 2026[4], mais seulement après que des mesures de réduction des coûts aient été prises in extremis.

Les choses ne se sont pas améliorées pour l'exercice 2026–2027. Cette situation va à l'encontre des Principes de Paris et elle ne permet ni la mise en place de pratiques durables et indépendantes ni la planification à long terme nécessaire pour s'acquitter d'un mandat aussi complexe que celui conféré à la Commission par la *Loi*. Si l'organisme doit dépendre des délibérations budgétaires menées à l'interne par le ministère de la Justice et le Conseil de gestion, elle devrait avoir voix au chapitre. Sinon, elle devrait être financée directement par l'Assemblée législative. Cette situation influe négativement sur tous les aspects des droits de la personne au Yukon et elle devrait être corrigée immédiatement.

[3] Voir le point 2. « Les institutions nationales doivent disposer d'une infrastructure adaptée au bon fonctionnement de leurs activités, en particulier de crédits suffisants. Ces crédits doivent leur permettre de se doter de leur propre personnel et de leurs propres locaux, afin d'être indépendantes du gouvernement et de n'être pas soumises à un contrôle financier qui pourrait compromettre cette indépendance. » https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/principles-relating-status-national-institutions-paris

[4] Les fonds supplémentaires alloués pour l'exercice 2024–2025 ont été versés en mars 2025.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE

DU YUKON

305, rue Main, bureau 215, Whitehorse (Yukon) Y1A 2B4
867-667-6226
1-800-661-0535
info@yukonhumanrights.ca
yukonhumanrights.ca/fr